

BONNES PRATIQUES EN MATIERE DE COOPERATION SYNDICALE AU DEVELOPPEMENT

16 NOVEMBRE 13.00 -15.30 CET

WEBINAR

Rapport

Coorganisé par le RSCD et les trois syndicaux belges (CSC, CGSLB et FGTB), ce webinaire avait deux objectifs primordiaux :

- **Partager des bonnes pratiques syndicales de coopération au développement et échanger au sujet de la manière d'améliorer nos façons de travailler.**
- **Réfléchir ensemble à des façons de capitaliser les meilleures pratiques en matière de coopération syndicale au développement..**

Après une brève présentation du travail effectué par le RSCD sur les ODD et de la manière dont le réseau soutient ses membres, la discussion s'est concentrée sur la manière dont nous pouvons capitaliser les bonnes pratiques en matière de coopération syndicale au développement et sur la manière d'améliorer la visibilité de ces bonnes pratiques du réseau pour mettre en évidence la contribution positive des syndicats au Programme 2030 et ses ODD.

Par la suite, 14 organisations ont présenté leurs meilleures pratiques :

Lozi Zingiswa, présidente du Congrès des syndicats sud-africains (COSATU), a parlé du travail accompli par les syndicats pour instaurer un salaire minimum national commun pour tous les travailleurs, remplaçant ainsi le système précédent qui souffrait de l'héritage de la période de l'apartheid et améliorant la vie de millions de travailleurs.

La Confédération générale italienne du travail (CGIL) et la Fédération des syndicats somaliens (FESTU) ont uni leurs forces contre le travail des enfants en Somalie. Le projet fournit aux acteurs locaux un plan d'action complet en huit étapes pour structurer leur travail dans ce domaine.

Sur le même thème, le Congrès du travail du Nigéria (NLC) a présenté le projet qu'il mène dans tout le pays pour éradiquer le travail des enfants dans les plantations de cacao et les mines d'or. Ce travail est réalisé en collaboration avec les organisations affiliées au niveau régional et local, et a conduit à des alliances plus larges avec des organisations locales de la société civile.

En Indonésie, la Confédération de tous les syndicats indonésiens (KSBSI) renforce la participation des femmes dans ses structures à travers le pays. Ce travail est soutenu par la CSC belge.

Le président de la Confédération des syndicats du Burundi (COSYBU), Celestin Nsavyimana, a présenté le travail que les syndicats du Burundi réalisent sur la transition juste avec le soutien de la CGSLB.

En Inde, l'Association de femmes indépendantes (SEWA) a développé une nouvelle stratégie d'organisation qui transforme la façon dont les femmes actives dans l'économie informelle s'organisent, en mettant davantage l'accent sur la connectivité locale entre les femmes actives dans différents secteurs plutôt que sur les secteurs eux-mêmes. Ce projet est réalisé avec le soutien de l'organisation de solidarité suédoise Union to Union.

En Afrique, la Confédération syndicale des travailleurs du Rwanda (CESTRAR) a présenté le projet innovant qu'elle mène en collaboration avec le ministère de l'éducation. L'objectif est d'identifier les travailleurs informels qui ont les compétences pratiques pour exercer un métier ou une profession et de leur fournir la formation nécessaire pour être officiellement certifiés par le ministère de l'éducation. Cette certification leur permet de s'engager dans des négociations salariales et d'accéder à leurs droits.

Toujours à propos de l'informalité, la Confédération générale des travailleurs (CGT) du Sénégal a parlé du travail qu'elle a effectué pour s'assurer que le gouvernement inclut une perspective d'économie informelle dans la révision du droit national du travail et des législations connexes.

En République dominicaine, la Confédération autonome des syndicats chrétiens (CASC) a parlé d'un projet visant à aider et à soutenir les jeunes travailleurs qui entrent sur le marché du travail. Ce projet est soutenu par la CSC de Belgique et son organisation de solidarité We Social Movement (WSM).

Au Bénin, la Confédération autonome des syndicats (CSA) a utilisé avec succès le dialogue social pour convaincre le gouvernement d'étendre un programme de protection sociale qui était censé bénéficier aux plus pauvres parmi les ressortissants béninois afin d'inclure également les migrants résidant dans le pays, dont la plupart travaillent dans l'économie informelle dans des conditions très difficiles.

L'Agence danoise de développement syndical (DTDA) a présenté un projet innovant sur le renforcement du dialogue social en Afrique de l'Est, auquel participent les deux partenaires sociaux du Danemark. Initialement, le programme a été développé pour soutenir les partenaires sociaux de l'Ouganda (NOTU et FUE), les bons résultats de ce projet ont conduit à le mettre en œuvre au Kenya, en Tanzanie, à Zanzibar, au Rwanda et au Burundi.

La formation professionnelle était le thème du projet présenté par la Confédération des syndicats allemands (DGB). L'objectif est de renforcer le rôle des syndicats dans la gouvernance de la formation professionnelle et d'améliorer la qualité de ces formations par le dialogue social et le développement d'outils dédiés.

Plusieurs représentants des syndicats argentins (CGT, CTA-A et CTA-T) ont décrit l'alliance de la société civile pour le développement durable menée par les syndicats, qui a conduit

à la création de la plateforme argentine de suivi du Programme à l'horizon 2030 (Pampa2030) et le travail que cette plateforme réalise actuellement avec les villes et les communautés locales pour mettre en œuvre le Programme 2030 au niveau local.

Enfin, ASI Venezuela a parlé de plusieurs projets et campagnes qu'elle mène pour promouvoir la mise en œuvre des ODD dans le pays et renforcer le profil des syndicats en tant qu'acteurs centraux du développement, notamment en ayant un impact positif sur le cadre de coopération des Nations unies pour le développement durable au Venezuela.

À la fin de l'événement, les participants ont convenu qu'il existe de nombreuses bonnes pratiques au sein du réseau, et qu'il est nécessaire de les capitaliser et d'explorer les moyens de mieux accompagner les processus existants afin d'enrichir le mouvement syndical.



Ce projet est co-financé par l'Union européenne